



J'ai besoin de commencer mon propos en remerciant Dieu car toutes les bonnes choses viennent de lui, même dans les moments difficiles. Chaque jour qui passe nous devenons de plus en plus inquiets sur le sort de SISIKU Julius AYUK TABE.

Les trois dernières semaines ont été cauchemardesques, pour toute sa famille, ses amis et les habitants de l'ancien territoire britannique du Sud Cameroun (ci-après dénommé République fédérale d'Ambazonie), ne sachant où il se trouve.

Je fais cette déclaration parce que nous avons des raisons de nous inquiéter pour la vie et la sécurité de mon mari et nous savons que les médias, le public, les gouvernements et les organisations vont y prêter attention. SISIKU Julius AYUK TABE est un mari adorable, attentionné, humble et honnête et père de mes enfants. Ingénieur informaticien formé et expérimenté, il est calme et désire toujours servir les autres et chercher des solutions pour améliorer la prospérité humaine. Ce sont ces qualités qui ont gagné la confiance des Ambazoniens qui lui ont fait confiance afin qu'il mène des efforts juridiques et diplomatiques vers la restauration de l'indépendance et la reconnaissance internationale de la République Fédérale d'Ambazonia en tant qu'État démocratique et souverain.

Mon mari Julius n'est pas un terroriste. Il n'est pas un criminel. Julius est un activiste luttant pour la liberté, l'égalité et la justice dans notre pays natal l'Ambazonia. Julius et moi avons

discuté pour la dernière fois le 5 janvier 2018, lorsqu'il a pris le vol pour Abuja en avance pour une réunion prévue avec des membres proches du gouvernement intérimaire de la République fédérale d'Ambazonie. La réunion, m'a-t-il dit, devait porter sur les besoins humanitaires croissants des réfugiés d'Ambazonie au Nigeria et sur les meurtres systématiques, les arrestations et les destructions des biens et des entreprises des citoyens non armés dans notre terre natale par des soldats armés et des forces paramilitaires de la République du Cameroun et les fonctionnaires nommés du régime du président Paul Biya à Yaoundé.

Dans la soirée du 5 janvier 2018, Julius n'était pas rentré chez lui et était inaccessible au téléphone. Le 6 janvier 2018, après plusieurs investigations et consultations, nous avons reçu des informations selon lesquelles mon mari Julius et onze autres dirigeants du gouvernement intérimaire d'Ambazoni avaient été enlevés par le service de sécurité nigérian lors de leur réunion à l'hôtel Nera à Abuja. Pendant trois semaines, aucune personne, y compris les avocats nigériens des droits de l'homme, FEMI FALANA et ABDUL OROH, et les membres de la famille des dirigeants enlevés, dont moi-même, n'ont vu ni entendu l'un des personnes enlevées. Le 28 janvier 2018, les deux avocats défendant mon mari et 11 autres ont publié une déclaration indiquant que le gouvernement du Nigeria avait extradé les 12 dirigeants vers le Cameroun.

Le 29 janvier 2018, le porte-parole du gouvernement camerounais, Issa Tchiroma Bakary, a annoncé à la communauté nationale et internationale que 47 personnes enlevées au Nigeria, dont mon mari SISIKU Julius AYUK TABE se trouvaient sur le territoire camerounais et en détention. Jusqu'à cet annonce, mes enfants et moi n'avions toujours aucune information sur les traces de Julius. Aujourd'hui, c'est le 31 janvier 2018, nous n'avons aucune preuve que Julius et les 11 autres sont vivants. Et s'ils sont vivants, quelles sont les accusations portées contre eux et pourquoi n'ont-ils pas été autorisés à parler à leurs familles et à avoir accès aux procédures légales en vertu du droit international? Je n'ai pas choisi de naître au Cameroun méridional. Sisiku Julius Ayuk Tabe et 11 autres dirigeants n'ont pas non plus choisi de naître au Cameroun méridional.

Nos enfants et petits-enfants n'ont pas choisi d'être des descendants du Cameroun méridional. Plus de 8 millions d'entre nous sur le territoire d'Ambazonie et dans le monde n'ont pas choisi d'être originaires de cette zone. C'est notre terre natale et nos modes de vie sont façonnés par notre culture et nos valeurs communes. Nous, Camerounais du Sud mourrons tous.

Ecoutez mon cri et celui de mes enfants. Écoutez le cri de milliers de conjoints, d'enfants et de membres de la famille de ceux qui ont été tués, blessés, enlevés, détenus et portés disparus. Nous appelons la communauté internationale et les gouvernements à exhorter M. Paul BIYA à produire des vidéos de Julius AYUK TABE et de 11 autres, à permettre aux avocats et aux membres de la famille de les rencontrer et à les libérer parce qu'ils ne sont pas des criminels.

Notre appel s'applique également à tous les autres militants illégalement détenus dans des prisons et des lieux inconnus à travers le territoire camerounais. J'appelle les autres femmes, Amnesty International, les Nations Unies, le Commonwealth et l'Union africaine à agir rapidement et résolument en proposant de trouver une solution politique à la lutte pour la restauration de l'indépendance du Cameroun méridional. Écoutez nos voix. Nous ne sommes pas des terroristes. Nous sommes des ambazoniens.

Nous luttons pour la liberté, la souveraineté et la dignité humaine de millions de Camerounais du Sud. Nos droits de naissance ont été éliminés, nos libertés effacées, nos libertés politiques, culturelles et économiques refusées depuis plus d'un demi-siècle par les gouvernements de la République du Cameroun

. Mme Lilian AYUK TABE

Traduit de l'anglais au français et publié par Paul CHOUTA (PC)/www.lequatriempouvoir.com
